



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 108 - 24 mai

1982

PRIX : 2 F

SÉNÉGAL la grève de la
SOTRAC fait reculer
le gouvernement



Dans ce numéro _____

P.I.T. : UNE NOUVELLE INCARNATION POUR UNE VIEILLE POLITIQUE STALINIENNE

LES PAYS PAUVRES MALADES DE L'ECHANGE INEGAL

COTE D'IVOIRE : HYPOCRISIE GOUVERNEMENTALE FACE AU CHOMAGE

ETC... _____

éditorial

Page 4 : SENEGAL :
le kiosque à riz
n'est pas un remède
contre la spéculation

Page 5 :
une nouvelle recette
électorale

Page 6/7/8 SENEGAL :
PIT : une nouvelle
incarnation pour
une vieille politi-
que stalinienne

Page 8 : OMVS
17 ans après son
premier projet...

Page 10 :
les pays pauvres
malades de l'échange
inégal

Page 11 : COTE D'IVOIRE
hypocrisie gouverne-
mentale face au chô-
mage

Page 12 :
Sékou Touré : un dic-
tateur à 100%

Page 12 :
MALI : manque d'eau
et abondance de
discours

Page 13 :
Mitterrand en Afri-
que : pour rassurer
les valets

ABONNEMENTS

France : 1 an
pli ouvert : 24 F
pli fermé : 48 F

Autres pays :
écrire au journal

Adresse :
Combat ouvrier
"pour le PAT"
BP 145
75 023 Paris Cedex

* * *

éditorial

LA GREVE DE LA SOTRAC FAIT RECULER LE GOUVERNEMENT

Le 17 mai dernier, tout le transport public de Dakar a été paralysé. Les travailleurs de la SOTRAC sont partis en grève illimitée ; et si, finalement, la grève n'aura duré que 24 heures, c'est parce que la direction de la SOTRAC -en l'occurrence l'Etat- a préféré céder tout de suite. Elle a même débloqué 75 millions de F CFA pour commencer le paiement intégral des heures supplémentaires dont le retard depuis 3 ans avait provoqué le coup de colère des travailleurs de la SOTRAC.

Cette grève à la SOTRAC vient à la suite d'autres grèves qui semblent s'être multipliées au cours de la dernière période. Dans certains cas les grévistes ont obtenu satisfaction. D'autres fois aussi leur mouvement n'a pas abouti. En tout cas, en décidant de lutter, les travailleurs montrent qu'ils représentent une force avec laquelle il faudra compter.

Bien sûr, ces différents mouvements sont restés très partiels. Les revendications ont toujours eu un caractère catégoriel. Et ceux qui revendiquaient font partie en général des couches favorisées du prolétariat dakarois. Parce que dans nos pays, le simple fait d'avoir du travail -c'est-à-dire de se faire exploiter- pour un ouvrier, c'est déjà une sorte de privilège.

Ces luttes pour partielles et limitées qu'elles soient constituent cependant, peut-être, un signe avant-coureur. Car la crise économique actuelle qui frappe le monde capitaliste dans son ensemble, se répercute sur un pays comme le Sénégal, tout comme il se répercute sur un pays comme la Côte d'Ivoire. Pourtant ces deux pays sont considérés comme parmi les mieux lotis d'Afrique Noire.

La condition des catégories même les plus favorisées de la classe ouvrière s'aggraveront inévitablement. Des luttes, il y en aura donc. Pour certains, il s'agira peut être de se défendre, de défendre leur travail ou leur salaire. Pour d'autres, pour l'immense majorité qui n'a même pas de travail, il faudra se battre, simplement pour ne pas mourir de faim.

Certes les ouvriers qui ont du travail ne constituent qu'une petite fraction de la population. Et c'est d'ailleurs sur cette constatation que s'appuient les partisans du régime en place aussi bien qu'un bon nombre de leurs adversaires, non seulement pour dénier au prolétariat un rôle fondamental dans la transformation de la société sénégalaise mais aussi celui de peser sur la vie politique.

Mais le prolétariat ne se limite pas à eux. Même si le capitalisme dans nos pays n'a effectivement pas créé un prolétariat industriel nombreux et puissant -pour la bonne raison qu'il n'a pas créé d'industrie-, il a quand même prolétarisé une fraction importante de la population.

.../...

Oui, des dizaines de milliers d'hommes sont réduits aux conditions de prolétaires ou de sous-prolétaires à Gueule Tapée, du côté de Dakar, à Treichville, du côté d'Abidjan, à Rufisque, à Thiès ou ailleurs. Oui, le capitalisme a transformé des centaines de milliers de paysans en prolétaires sans bétail et sans terre, et les a poussé vers les bidonvilles ou les quartiers pauvres de villes de plus en plus peuplées. Et il les a prolétarisés sans même leur donner l'espoir qu'un jour ils trouveront du travail autre que provisoire.

L'ensemble du prolétariat, sa fraction qui a du travail comme celle qui n'en a pas, représente une force considérable, une force explosive, une menace potentielle contre les riches quartiers. Et il s'est regroupé justement dans les endroits où sont concentrés les organes du pouvoir politique et économique, ou du moins ce que l'impérialisme veut bien laisser subsister sur place.

Cela, les classes dirigeantes le savent. Et il en est parmi les riches, qui regardent avec inquiétude vers les quartiers populaires. Parce qu'ils sentent comme une menace sourde qui y gronde. Parce qu'ils savent que si leur système réduit les pauvres à mourir de faim, ces pauvres-là ne mourront peut-être pas de faim en silence, dans de lointaines campagnes, isolés les uns des autres. Et s'il y a des émeutes de la faim à deux pas du Plateau ou de Cocody, les habitants de ces riches quartiers auront toutes les raisons de trembler.

Alors, pour que la force des prolétaires, des pauvres devienne effective et agissante, il faudra que le prolétariat se batte. Mais il ne s'agit pas que telle ou telle de ses fractions se batte seule, pour des avantages particuliers, en se coupant des autres ou du reste de la population. Il faudra que ce prolétariat se batte sur le plan politique, en apparaissant aux yeux de tous comme une force politique homogène.

Il faudra qu'il se batte sous son propre drapeau, non pas dans un impossible combat pour obtenir un peu plus dans le cadre de l'ordre capitaliste, mais en cherchant consciemment à détruire cet ordre.

Il faudra que ces dizaines de milliers de prolétaires osent se battre, osent vaincre, osent conquérir et garder le pouvoir politique, afin de l'exercer pour le compte de tous les opprimés, de tous les exploités de nos sociétés, ouvriers, paysans pauvres. En effet, tant que ce sont les privilégiés qui exercent le pouvoir politique, il ne peut en résulter que la misère, la pauvreté et la soumission à l'ordre des riches, à l'ordre impérialiste.

* * *

SENEGAL

LE KIOSQUE A RIZ N'EST PAS UN REMEDE CONTRE LA SPECULATION

Le gouvernement vient de confier une nouvelle mission à la SONADIS (Société Nationale de Distribution du Sénégal) : implanter des kiosques à riz dans les principaux marchés du Cap Vert, et progressivement dans l'ensemble du pays.

L'objectif visé est "la lutte contre la spéculation", "l'assainissement du marché" et la mise à la disposition des ménagères "du riz à un prix licite". Beau programme que celui fixé à la SONADIS. Mais que peut-on en attendre ?

En effet le riz, aliment de base au Sénégal, est régulièrement l'objet de la spéculation des gros commerçants. A tel point que son prix varie d'un magasin à l'autre dans une même ville. Par exemple, dans certaines zones on ne peut acheter le Kg de riz que entre 150 et 200 F CFA, alors que le prix officiel est de 105 F.

Le programme de la SONADIS prévoit la création, dans un premier temps, de 50 kiosques dans les marchés du Cap Vert. Cette société dispose de 6000 t de riz par mois pour approvisionner les marchés et kiosques à ouvrir.

Mais le gouvernement a tenu à rassurer les commerçants en précisant qu'il ne s'agit pas de donner le monopole de la vente du riz à la SONADIS, mais de permettre la régularisation des prix. Or la SONADIS dispose, depuis 1965, de 12 dépôts de gros et demi-gros, et de 114 succursales de riz au détail dans tout le Sénégal. Cela n'a pas empêché la spéculation, d'autant plus que la SONADIS ne disposait pas de stock suffisant. Alors, comme le déclare un responsable de la société, "notre clientèle était obligée de s'adresser à d'autres, de subir leur loi".

Il n'est donc pas certain que la création de 50 kiosques supplémentaires permette de lutter contre la spéculation. Car c'est la société dans son ensemble qui fonctionne sur cette base. Les exemples de corruption, de détournements de fonds, de spéculation, viennent de ceux-là mêmes qui sont responsables de l'organisation de la société.

Le nouveau programme permettra tout au plus à quelques petits malins de se remplir les poches. Pour les ménagères, pour les consommateurs, 50 kiosques de plus, cela ne fera pas disparaître les longues queues devant les magasins pour acheter un Kg de riz à 200 au lieu de 105 F CFA.

SENEGAL

Une nouvelle recette électorale

Le 30 Avril, le parlement sénégalais a adopté une réforme du code électoral pour les législatives. La mesure la plus importante est la suppression de la barre des 5 % comme condition préalable pour la représentation des candidats à l'Assemblée Nationale. D'autre part, sur les 120 députés de l'Assemblée, 60 seront élus au scrutin majoritaire à un tour par département et les 60 autres au scrutin proportionnel sur liste nationale. Par ailleurs, il y a aussi d'autres mesures comme par exemple l'interdiction de former des coalitions électorales pour les partis présentant des candidats. Au cours de la campagne électorale l'utilisation du temps d'antenne sera répartie de la façon suivante : 50 % du temps sera alloué à la majorité, c'est à dire au PS d'Abdou Diouf, et les 50 % autres seront partagés entre les membres de l'opposition.

Cette réforme du code électoral accorde la possibilité aux organisations reconnues de se présenter aux élections par la suppression de la barre de 5 %. Tant mieux si cela peut favoriser l'expression des petites organisations qui n'avaient aucune chance de se présenter jusqu'à maintenant. Cette modification du code électoral n'est pas un geste gratuit du PS. Non seulement il monopolise la majorité du temps d'antenne, en plus il fait sa loi de telle sorte qu'aucun parti d'opposition n'a de chance de gagner la majorité. Les 60 députés sur les 120 étant élus au scrutin majoritaire, le PS est assuré de raffler la quasi totalité des parts. Par ailleurs, en interdisant les coalitions et en supprimant la barre des 5 %, le PS met des bâtons dans les roues du PDS. Le PDS qui passe pour le plus grand parti de l'opposition représenté au parlement.

Mais de toute façon, cette libéralisation de la loi électorale, si libéralisation il y a, ne concerne qu'une fraction de la population. Car que signifie cette démocratie formelle dans les campagnes où les autorités civiles ou religieuses dominent ? On sait très bien que dans le camps des électeurs, les pressions sont multiples. Le notable, le chef du village qui dirige la vie locale peut exercer des pressions sur ses électeurs. La loi facilite d'ailleurs explicitement ces pressions, dans la mesure où tout en reconnaissant le "principe du secret du vote", le vote public reste également autorisé. Autant dire que si le notable impose le vote public, bien peu de gens exigeront l'isoloir. Toutes les pressions peuvent s'exercer comme par le passé sur les électeurs.

Sur un continent où la dictature ouverte est la règle, le Sénégal fait figure d'exception. Au royaume des aveugles les borgnes sont rois. La "démocratie" à la Senghor-Diouf permet quelques possibilités d'expression et d'organisation qui n'existent pas ailleurs. Mais ça s'arrête là. Le Sénégal reste une dictature, d'abord au sens social du terme car la majorité de la population est écartée de fait, de la vie politique. Et au sens politique, il ne faut pas trop gratter cette "démocratie"-là, pour y découvrir l'autorité sans limite de la police ou de l'armée.

La loi électorale a déjà été savamment étudiée pour rendre extrêmement difficile même un simple changement de l'équipe politique. Mais à supposer même que la majorité change, l'appareil d'Etat quant à lui, reste. La police, l'armée et le corps de fonctionnaires pour juger, emprisonner voire réprimer ne change pas.

Et de toute manière, si le résultat des élections ne convient pas aux classes dirigeantes sénégalaises et surtout à l'impérialisme français, on verra le Sénégal suivre l'exemple de la Haute Volta ou du Mali où la population est mise au pas, où les libertés démocratiques sont inexistantes.

P.I.T : Une nouvelle incarnation pour une vieille politique stalinienne

Il existe aujourd'hui plusieurs courants politiques au Sénégal. Certains se réclament de droite, d'autres de gauche, voire même du marxisme-léninisme. Parmi ces derniers il y a le courant stalinien représenté par le Parti Africain de l'Indépendance (PAI), créé en 1957 à Thiès.

Les dirigeants étaient obligés de militer dans la clandestinité lorsque le régime de Senghor décida de dissoudre toutes les organisations d'opposition en 1963. De cette date à 1978, contrairement aux autres partis, comme le Parti du Regroupement Africain (PRA) dont la majorité des dirigeants rejoignirent le parti de Senghor, l'UPS, le PAI lui, rentre dans la clandestinité. Un certain nombre de ses dirigeants, comme Majhemout Diop, ont été obligés de partir en exil.

Malgré cette interdiction, le PAI continue d'exister clandestinement, non seulement dans le milieu intellectuel mais aussi dans le mouvement ouvrier sénégalais.

Ce vieux parti stalinien est aujourd'hui scindé en trois parties: le PAI dirigé par Majhemout Diop, la Ligue Démocratique/Mouvement pour le Parti du Travail (LD/MPT) dirigé par Maguète Thiam, et le Parti de l'Indépendance et du Travail (PIT).

La première scission du PAI remonte à 1978, lorsque le régime senghorien, après 15 ans de parti unique, de 1963 à 1978, décida de libéraliser ce régime dictatorial en préconisant la reconnaissance d'un certain nombre de courants de pensée politique. C'est dans le sens de ce libéralisme publicitaire que Senghor fit appel à Majhemout Diop qui vivait en exil au Mali. Celui-ci rentre librement au Sénégal ; son parti est légalisé. Mais il fut contesté par un certain nombre de dirigeants locaux qui ne lui reconnaissent pas le droit de parler au nom du PAI. Il fut accusé de s'être vendu au régime de Dakar. Certains vont même plus loin en lui reprochant d'avoir reçu de l'argent du régime pour ouvrir une pharmacie à Dakar.

Majhemout Diop est-il victime de la calomnie de type stalinien de la part de ses anciens camarades ? Laissons-les laver leur linge sale entre eux.

Toujours est-il que les accusateurs de Majhemout Diop refusèrent de sortir de la clandestinité. Ils se nommèrent eux-mêmes PAI-Clandestin. C'est ce parti qui a scissionné l'an dernier, car la fraction devenue aujourd'hui LD/MPT reproche à l'autre d'avoir une politique frontiste.

Il est vrai que le PIT, tout en continuant à se réclamer du communisme, est prêt, en invoquant l'intérêt national et la nécessité d'un front commun des oppositionnels à Abdou Diouf, à s'allier avec à peu près n'importe qui.

C'est ainsi qu'il fait "l'union sacrée" avec Mamadou Dia qui fut l'ancien président du Conseil du premier gouvernement Senghor de 1960-62, avant d'être démis de ses fonctions et mis en prison par Senghor.

Mais apparemment, ce n'est pas la raison principale de la scission, puisque à en croire le dernier numéro de "Fagaru", les deux organisations préconisent de faire un front unique avec tous les compatriotes, car, selon eux, au Sénégal aujourd'hui, aucune fraction de la population ne peut victorieusement lutter contre le régime actuel.

.../...

Les deux tendances se réclament du communisme et des travailleurs. Mais elles affirment - pour reprendre l'expression d'un texte programmatique datant de l'époque où les deux deux tendances étaient encore ensemble - que : "il s'agit de se battre aujourd'hui non pas pour instaurer le socialisme dont les conditions historiques de réalisation n'existent pas encore dans notre pays, mais plutôt pour libérer notre peuple de la domination néocoloniale et instaurer un Etat qui restitue au peuple ses droits historiques. La Révolution Nationale Démocratique et Populaire, à l'étape actuelle du mouvement de libération nationale, jette les bases économiques, politiques et sociales qui doivent ouvrir la voie vers le socialisme " (Extrait du journal Monsarev de 1978).

Eh oui ! les bases économiques du socialisme c'est-à-dire d'une société d'abondance pour tout le monde n'existent évidemment pas au Sénégal. Mais quand " Monsarev " prétend que cette base " n'existe pas encore " qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'elle existera d'ici cinq ans, dix ans, cinquante ans ou plus et que d'ici-là les masses exploitées doivent prendre leur mal en patience ? A ce compte-là elles pourraient attendre jusqu'à la fin des temps.

Parce que dans ce monde dominé par l'impérialisme, les choses ne s'améliorent pas. Ni rapidement, ni petit à petit pour les pays sous-développés. Au contraire. Plus les pays impérialistes s'enrichissent, plus les pays sous-développés s'appauvrissent par rapport à eux. Il n'y a pas d'autres moyens de changer cet état de chose qu'en renversant l'impérialisme lui-même. Et puis dans aucun pays, pris isolément - même s'il s'agit d'un pays développé - il n'existe pas ce que " Monsarev " appelle les " bases économiques du socialisme ". Tout le monde, par exemple, parle aujourd'hui du " miracle japonais " mais il suffirait que ce pays soit coupé des échanges internationaux pour que son économie, aussi puissante soit-elle, s'effondre du jour au lendemain.

Alors il ne suffit pas d'attendre, surtout faire attendre les masses populaires jusqu'à l'impossible réalisation " des bases économiques " dans le seul Sénégal. Car les bases du socialisme existent dès aujourd'hui mais à une autre échelle, celle de l'ensemble du monde. A cette échelle, oui il y a assez de richesses accumulées, assez de machines, assez de productions pour assurer le nécessaire, voire même le superflu à la population du monde entier.

Seulement pour cela il faut renverser le capitalisme à l'échelle du monde, y compris là où sont concentrées toutes les richesses volées à l'ensemble de la planète c'est à dire dans les métropoles des puissances impérialistes. C'est de cette révolution qu'aucun des avatars de ci-devant P.A.I ne veut. Et à la place de cela, ce qu'ils préparent - à supposer qu'un jour il puissent excercer le pouvoir - en guise de jeter les " bases économiques (...) pour ouvrir la voie vers le socialisme " c'est de faire travailler les travailleurs et les paysans pauvres afin d'obtenir sur leur dos et par leur exploitation forcenée non pas de quoi faire le socialisme. Loin de là ; mais simplement dans le but de faire marcher l'économie pour le compte d'un Etat qui serait aussi peu au service des masses laborieuses que ne le sont les Etats en place en Afrique.

Eh bien, les travailleurs du Sénégal n'ont pas à attendre; ils n'ont pas non plus à sacrifier leurs intérêts sous prétexte que le moment de leur révolution propre à eux n'est pas encore arrivé. Ils n'ont pas à se subordonner à ces gens qui, même lorsqu'ils prétendent parler au nom du communisme, défendent une politique visant à subordonner les intérêts des travailleurs aux intérêts politiques des classes privilégiées. Si les travailleurs se battent, ils doivent le faire sous leur propre drapeau, au nom de la révolution prolétarienne, au nom de la révolution des pauvres contre les riches, contre tous les riches, noirs comme blancs, au nom des exploités contre les exploités et surtout contre le système capitaliste.

... / ...

Et au nom de tout cela, les prolétaires du Sénégal peuvent se faire comprendre de toute la majorité pauvre des pays sous-développés en particulier. Ils devront faire appel aux travailleurs des autres pays d'Afrique, ils pourront se faire comprendre d'eux ainsi que de ceux des pays capitalistes avancés pour qu'enfin la société capitaliste barbare soit détruite à l'échelle du monde. C'est ainsi qu'ils pourront partager les richesses accumulées dans ces pays avancés entre tous les peuples du monde. Il n'y a pas d'autre voie pour aller vers le socialisme.

Mais en réalité, le P.I.T et tous les autres courants staliniens ne cherchent pas de moyens pour aller vers le socialisme, mais surtout vers le pouvoir. Ils sont à la recherche de combinaisons politiques comme toutes les autres organisations, genre RND de Cheik Anta Diop ou PDS de Abdoulaye Wade. En réalité, il n'y a pas de différence entre le courant PAI et les autres, sauf leur étiquette politique. Encore que les trois partis staliniens PAI et les deux autres scissionnistes (P.I.T et LD/MPT) préfèrent se dire "africains" et "africanistes" plutôt que communistes d'une manière ouverte.

Le problème qui se pose aujourd'hui au Sénégal, c'est le même d'ailleurs pour les autres pays africains : l'inexistence de parti des exploités authentiquement révolutionnaires, se réclamant ouvertement du communisme et de l'Internationalisme prolétarien. Cette tâche incombe aux nouvelles générations révolutionnaires révoltées par la situation d'exploitation et d'oppression dans laquelle se trouvent nos pays aujourd'hui. C'est cette tâche, en tous cas, que nous nous fixons d'accomplir contre les bourgeois locaux, contre l'impérialisme et tous les courants petits bourgeois nationalistes et staliniens.

* * * * * * * * * *
* * * * * * * * * *

OMVS (ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE SENEGAL)

_____ 17 ans après son 1^{er} projet ---

Un peu plus d'une année après la pose de la première pierre du barrage de Diama, au Sénégal, les trois chefs d'Etat membres de l'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal) se sont réunis pour poser cette fois-ci la première pierre d'un autre barrage, celui de Manantali, au Mali.

Les discours triomphalistes n'ont pas manqué à cette occasion. Abdou Diouf qui est l'actuel président de l'OMVS a déclaré que la réalisation de ce projet est un pari pour l'an 2 000. Selon lui, l'OMVS constitue l'espoir des populations du Sahel car les réalisations prévues vont pouvoir amorcer un développement économique des régions jusqu'ici déshéritées. Sans rire, il s'est félicité de la " vitalité " de l'OMVS qui aurait jusqu'ici bien rempli sa tâche ".

C'est une vitalité extraordinaire que celle d'un organisme qui, 17 ans après avoir accouché d'un projet n'en est qu'à la pose de la 1^{ère} pierre, et voit son aboutissement en l'an 2 000 ! Jusqu'à présent rien que l'étude du projet a déjà englouti une somme non négligeable. Les sociétés d'études ont déjà empoché la somme. Certains fonctionnaires ont sans doute déjà fait leurs " affaires ". Dans ce sens-là, l'OMVS a jusqu'ici bien rempli sa tâche. Il n'y a qu'à passer à l'étape suivante. Il reste encore quelques milliards à se partager. !

Le projet de la mise en valeur du fleuve Sénégal existe depuis le début des indépendances. Ce fut d'abord en 1964 avec la création de l'OERS (Organisation des Etats Riverains du Sénégal). En 1972 l'OERS devient l'actuel OMVS.

Le financement des projets était évalué à 50 milliards de Francs CFA en 1972. Faute de pouvoir réunir la somme nécessaire, le début des travaux fut reporté d'année en année. Il faut dire que les bailleurs de fonds étaient plutôt sceptiques quant à l'intérêt d'investir dans ce genre de projet rentable seulement à long terme. Même les banques et les Etats qui avaient avancé des prêts, imposaient comme condition qu'un minimum de 85% du total des financements soit couvert pour qu'ils donnent l'autorisation de débloquer les fonds qu'ils ont accordés. D'année en année, l'inflation a modifié le coût du projet. Aujourd'hui le coût des travaux initialement prévu à 50 milliards de F CFA, a plus que quadruplé.

Néanmoins, l'OMVS a déjà réuni quelques 250 milliards de F CFA, soit un peu plus de 85% du total estimé. Les travaux ont donc déjà commencé. On dit que dans cinquante mois le premier barrage " anti-sel " de Diama sera réalisé. Mais il faudra attendre que celui de Manantali, qui constitue la pièce maîtresse du projet, soit terminé pour que le fleuve soit navigable toute l'année de Saint-Louis à Kayes, et que les irrigations prévues puissent être réalisées en amont du fleuve.

A supposer que ce " pari de l'an 2 000 " soit réellement mis sur pied, qui en tirera profit ? Les paysans ou les capitalistes de l'agro-business ? Il n'est pas besoin d'attendre l'an 2 000 pour savoir que les intérêts des populations victimes du sous-développement et de la misère sont le dernier des soucis de nos dirigeants. Des terres cultivables et de bonnes terres, il y en a par exemple sur le delta du fleuve Sénégal. Mais elles appartiennent à de grandes sociétés agro-alimentaires comme La SAED (...)

Les petits paysans n'ayant pas la possibilité de s'acheter ces terres sont simplement obligés par la loi du système capitaliste, de s'installer ailleurs, là où la terre est la moins bonne. Alors, sur les 250 à 300 000 hectares de terre irriguée que prévoit le projet de l'OMVS, que pourront espérer les petits paysans ? Comme c'est le cas déjà aujourd'hui dans les régions fertiles, l'accessibilité aux bonnes terres ne sera réservée qu'aux possédants. En attendant, il y en a déjà qui se remplissent les poches. Ce sont les sociétés de grands travaux qui ont pu décrocher des contrats alléchants pour la construction des 2 barrages.

Pour nos dirigeants c'est une occasion pour faire parler d'eux. Une occasion de promettre aux populations, une solution à leur misère, pour le ... 3^{ème} millénaire.

Reste à savoir si les populations en question accepteront d'attendre patiemment le 3^{ème} millénaire comme le souhaiteraient nos dirigeants.

Les pays pauvres malades de l'échange inégal

Dans "Le Soleil" du 18 mai, il y a toute une série d'articles consacrés aux difficultés de commercialisation des oléagineux. Ainsi par exemple on peut lire : "les produits arachidières sénégalais n'ont rapporté en 1981 que quelque 9 milliards de Frs. Ce qui ne représente que le quart des recettes enregistrées en 1979." Cela s'explique essentiellement par la baisse du cours de la graine d'arachide sur le marché mondial. Il est vrai que l'effondrement des recettes découle en partie de celui de la production d'arachides : près de 200 000 tonnes en 1981 contre un million de tonnes en 1979.

Mais même là, c'est encore la baisse du cours mondial qui, en se repercutant sur le prix du kilo acheté aux paysans, a amené ceux-ci à se désintéresser - comme le dit Le Soleil lui-même - de la production arachidière dont ils ne peuvent plus vivre. D'autre part en période de sécheresse comme cela a été le cas ces dernières années, la chute de la production ne peut que s'aggraver car ce ne sont évidemment pas les affamés qui vont avoir les moyens de planter l'arachide par des travaux d'irrigation. Pour "Le Soleil" l'arachide perd de plus en plus de sa valeur parce qu'elle est de moins en moins intéressante sur le marché mondial. Mais le problème n'est pas là. Car le Niger par exemple, a des difficultés économiques non pas à cause de la chute du prix d'arachide, mais de celle de l'uranium. Pourtant l'uranium pourrait être considéré comme l'une des matières premières d'avenir.

Face à cette situation, les dirigeants politiques africains ou leurs porte-paroles se lamentent en parlant de la détérioration des termes de l'échange ou (comme le fait le Soleil) en dénonçant "l'action influente des courtiers et autres opérateurs économiques, spécialistes en matière de spéculation" et les "véritables marchés de dupes." Mais cela ne changera rien. La "spéculation" et les "véritables marchés de dupes" font partie des éléments moteurs du capitalisme. Et on ne peut rejeter la partie tout en gardant le tout.

C'est l'impérialisme qui détient tous les moyens financiers et autres. Et c'est lui qui fixe les prix des produits comme il l'entend. Dans une situation de crise, et c'est le cas actuel, les pays sous-développés comme le Sénégal ne peuvent que s'enfoncer davantage car non seulement les miettes qu'ils reçoivent de l'impérialisme se réduiront de plus en plus mais aussi le poids de celui-ci se fera impitoyablement sentir par le biais de l'inflation, la fixation spéculative des prix des matières premières etc...

Tout cela les Abdou Diouf et les Kountché le constatent aussi. Mais ils en parlent avec des larmes aux yeux pour tenter d'obtenir un peu plus des miettes des trusts capitalistes d'une part et d'autre part pour faire croire à leur peuple qu'ils ont une communauté d'intérêts. Qu'ils y parviennent ou non, c'est leur affaire.

Le problème n'est pas de se lamenter mais de renverser le capitalisme. Et le renversement du capitalisme est l'oeuvre des travailleurs.

Cela viendra certainement tôt ou tard.

CÔTE D'IVOIRE] HYPOCRISIE GOUVERNEMENTALE TALE FACE AU CHOMAGE

A l'occasion de la fête du travail, le 1er mai dernier, le ministre du travail ivoirien Vanié-Bi-Tra a annoncé la création d'une allocation chômage en Côte-D'Ivoire. Par ailleurs le ministre d'Houphouët a insisté sur les mesures prises par le régime pour venir en aide aux chômeurs ivoiriens.

Jugeons-en! En 1980, une somme d'un milliard de Francs CFA a été allouée aux "intellectuels chômeurs" En 1981 les cadres chômeurs auraient reçu 500 millions de Frs et les agents de maîtrise 430 millions, en attendant de trouver un emploi. Et les ouvriers et les petits employés chômeurs? Le ministre n'en a pas parlé. Eh oui! pour le régime d'Houphouët il faut croire que le chômage pour les non cadres et non agents de maîtrise n'existe pas. Ou alors le chômage pour cette catégorie d'employés est si important que le régime a quelque pudeur à en parler.

Oui, que les petits employés, les ouvriers soient exclus de la plupart des mesures que le gouvernement prend en faveur des travailleurs, cela est révoltant. Mais somme toute, cela est à la mesure de ce régime, bien plus proche des cadres, agents de maîtrise que des petites gens. Et encore, les quelques mesures que le gouvernement a prises ces temps derniers visent plus à calmer la grogne des cadres et agents de maîtrise mécontents qu'à satisfaire réellement une partie de la population.

Alors il y a fort à parier que même si l'allocation chômage était réellement créée, elle aurait une portée bien limitée. Car même dans les pays capitalistes riches les principaux avantages acquis par les travailleurs sont de plus en plus rognés à cause de la crise. Dans la France socialiste de Mitterrand par exemple on entend déjà des ministres, appuyés par certains dirigeants syndicaux préparer ouvertement une diminution de l'allocation chômage voire sa suppression pour certaines catégories de chômeurs. Et pour cause, les caisses des organismes d'aide aux travailleurs sont vides. C'est aussi une conséquence de la crise. La France a du mal à payer les chômeurs.

Que dire alors d'un pays comme la Côte-d'Ivoire pauvre et subissant encore plus durement les effets de cette crise, qui frappe l'ensemble du monde capitaliste! Assurément le régime ivoirien ne peut rien apporter de mieux aux travailleurs. C'est cela la triste réalité.

Le seul choix qui reste donc aux milliers de chômeurs habitant les bidonvilles d'Abidjan, c'est la lutte pour détruire ce système injuste dans lequel nous vivons ce système capitaliste générateur de chômage et de misère.

Sékou Touré, un dictateur à 100% !

En Guinée, les élections présidentielles ont eu lieu le dimanche 9 de ce mois. Et comme d'habitude, Sékou Touré a été le seul candidat du parti unique. Tout comme lors des élections précédentes, il a été plébiscité à 100 % pour un quatrième septennat.

Il paraît que les guinéens à l'extérieur, tels ceux du Sénégal, ont participé aussi au vote. Et évidemment tout le monde a voté comme un seul homme pour Sékou Touré : 100% - Qui dit mieux ? Sékou Touré reste cependant battu car il est arrivé au défunt dictateur de la Guinée équatoriale d'obtenir des résultats dépassant les 100%. Un petit effort et Sékou Touré parviendra, lui-aussi, à faire voter les morts - y compris ceux qu'il avait lui-même fait assassiner.

Au début de l'indépendance, Sékou Touré avait une certaine popularité à la suite de fameux " non " au référendum de De Gaulle qui voulait garder les anciennes colonies en Afrique dans la " Communauté française ". Il incarnait alors face au Senghor ou autre Houphouët Boigny laquais de l'impérialisme français- une certaine dignité.

Sékou n'en a jamais gouverné pour autant de manière démocratique. Il s'est servi de sa popularité initiale pour faciliter la mise en place d'une dictature aussi anti-populaire que les autres d'Afrique. Sa dictature est, aujourd'hui à son tour comme les autres, une courroie de transmission des pressions impérialistes.

Sékou Touré ne tolère pas la moindre opposition dans son pays. Ses prisons regorgent d'opposants politiques. Près de 2 millions de guinéens ont fui leur pays à cause de la misère et surtout de la répression.

Le peuple guinéen a perdu depuis longtemps ses illusions en découvrant que le vrai visage de son dirigeant ressemble comme deux gouttes d'eau à celui des autres dictateurs africains.

+ + + + + + + +
+ + + + + +

MALI

Manque d'eau et abondance de discours

Moussa Traoré a récemment effectué une tournée de 8 jours à l'intérieur du pays. Il s'est rendu successivement à Djenné, Koro, Bandiagara, Mopti...etc, cercles situés dans la 5^{ème} région. Lors de cette tournée, le problème souvent soulevé par les populations a été celui de l'eau. Dans certains cercles on peut creuser des puits jusqu'à 60m sans rencontrer une goutte d'eau. Les populations sont obligées de se déplacer, parfois très loin pour s'approvisionner.

Dans d'autres, c'est plutôt l'abondance d'eau pendant l'hivernage qui nuit. Par manque de structures appropriées, caniveaux, digues...) les crues font des ravages (champs inondés, maisons effondrées etc...). Dans la plupart des cercles, les représentants locaux avaient demandé à Moussa Traoré la réfection des routes, l'amélioration des hôpitaux

... / ...

dont la carence en médicaments est notoire, la réparation des ponts etc... A ces revendications légitimes, Moussa Traoré a répondu : " Je vous donne l'assurance que les difficultés recensées et qui n'ont pas trouvé de solutions sur place feront l'objet d'études sérieuses de la part du parti et du gouvernement ". Des "assurances", c'est à dire des mots creux, c'est à peu près tout ce que Moussa Traoré avait à offrir aux quelques timides revendications des notables locaux. Ainsi, il leur offrait en sus, des cartes d'adhésion à l'UDPM, de ce parti unique dont il est accessoirement le secrétaire général.

Laissons le mot de la fin à ce journaliste de la feuille gouvernementale "ESSOR" qui - naïveté ou cynisme - résume ainsi ce qui est sans doute la préoccupation principale des dirigeants à propos du manque d'eau : " le déplacement incessant des populations à la recherche de la précieuse boisson (eau) ... ne facilite pas le recouvrement des impôts et autres taxes".

Eh oui, à défaut de se préoccuper " des puits à creuser ", le gouvernement se préoccupe de la récupération des taxes et impôts, même sur le dos d'une population mourant de faim ou de soif.

Mitterrand en Afrique pour rassurer les valets

Nos dictateurs ont certainement des motifs de satisfaction à la suite du voyage de Mitterrand en Afrique. Certains, comme Houphouët et Kountché ont paradé avec Mitterrand qui les a traités de "vieil ami" ou d'"homme de courage" ...etc.

Et ils ont tous été rassurés quant aux intentions du nouveau gouvernement socialiste français.

Le 19 mai, Mitterrand avait déclaré à RFI (Radio France International) : "je ne cherche pas à me distinguer de la politique antérieure". A Niamey il a repris : "je tiendrais les engagements de mon pays, ils ont été longuement réfléchis, ils ne sont pas, loin de là, hasardeux. Je me porte garant de leur exécution". A tous les chefs d'Etat africains -et pas seulement ceux qui ont discuté avec lui lors de ce voyage- Mitterrand a tenu à rappeler qu'il mènera la même politique que Giscard.

Bien sûr que nos présidents avaient eu le temps d'être rassurés depuis un an : Guy Penne, le responsable de la politique de la France en Afrique, a eu le temps de leur expliquer que rien n'a changé. Mais Mitterrand a tenu à le redire depuis le dernier sommet franco-africain. Les équivoques datant de la campagne électorale française où Mitterrand avait critiqué la politique de Giscard en Afrique sont donc levées.

Tout cela étant arrosé de quelques phrases sur la "solidarité", "l'aide au développement", Diouf a répondu aux politesses de Mitterrand en affirmant à France Inter : "la France est l'avocate privilégiée des pays du Tiers-Monde." Diouf peut le dire : il fait partie des rouages de l'impérialisme.

Mitterrand dit certainement vrai quand il parle de continuer la politique antérieure. L'impérialisme français n'a pas changé avec l'arrivée de Mitterrand au pouvoir -tout comme le remplacement d'un président par un autre chez nous ne change pas grand chose-. Mitterrand est allé en Afrique en tant que représentant de cet impérialisme, pour assurer les intérêts français (c'est-à-dire les intérêts des capitalistes français). Par exemple, les contrats en

cours avec l'Algérie portent sur 20 milliards de FF, l'uranium nigérien est aux mains d'une société française, près de la moitié des capitaux investis en Côte d'Ivoire sont français. Une grande partie du commerce extérieur de l'Afrique, et particulièrement des 14 pays de la zone franc, est dirigée vers la France.

Ce commerce est doublement fructueux pour les capitalistes français: c'est un marché garanti (une chasse gardée) pour leurs produits industriels et un réservoir de matières premières sous-payées (café, coton, arachide, cacao, bois, minerais...etc).

L'impérialisme c'est d'abord un réseau de liens économiques qui permet aux métropoles de drainer toujours plus de richesses des pays pauvres vers les pays riches; aux prix de la sueur, de la famine des populations. Le sous-développement est le résultat de ce pillage.

Pour protéger cette source de profits, Mitterrand a fait un tour en Afrique. Nos gouvernants seront arrosés de quelques prêts et dons -avec lesquels ils ne pourront que payer les dettes envers les banques françaises entre autres, quand ils ne les utiliseront pas pour leur propre sinécure-.

"Présence de la France, oui, ingérence, non " a affirmé Mitterrand. C'est exactement ce que disait Giscard. Les légionnaires sont toujours présents en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, au Sénégal, aux Comores...etc pour protéger, en cas de besoin, les intérêts capitalistes.

0 0 0 0 0

CONFIDENTIAL

The following information is being provided to you for your information only. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

ce que nous voulons

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.